

Le camp de la contre-révolution

Les changements de gouvernements depuis Brüning montrent toute l'inconsistance et tout le vide de la philosophie universelle du fascisme (du fascisme pur, du national-fascisme, du fascisme social, du social-fascisme de gauche), dont les staliniens recouvrent tous et tout, hormis eux-mêmes. Les sphères possédantes sont trop peu nombreuses et trop haïes du peuple pour diriger en leur propre nom. Il leur faut une couverture : monarchiste traditionnelle (« par la grâce de Dieu »), libérale parlementaire (« la souveraineté du peuple »), bonapartiste (« l'arbitre impartial »), ou, enfin, fasciste (« la colère du peuple »). La guerre et la révolution leur ont pris la monarchie. Pendant quatorze ans, grâce aux réformistes, elles se sont maintenues sur les béquilles de la démocratie. Quand le parlement s'est scindé en deux sous la pression des antagonismes entre les classes, elles essayèrent de se cacher derrière le dos du président. Ainsi s'ouvrit le chapitre du *bonapartisme*, c'est-à-dire du pouvoir bureaucratique-policière, qui se place au-dessus de la société et se maintient par un équilibre relatif des deux camps opposés.

Après les gouvernements transitoires de Brüning et de Papen, le bonapartisme, en la personne du général Schleicher, a pris la forme la plus pure, mais seulement pour révéler aussitôt son inconsistance. Toutes les classes regardaient avec hostilité, perplexité et inquiétude cette figure politique énigmatique, semblable à un point d'interrogation avec des épaulettes de général. Mais la cause principale de l'échec de Schleicher, de même d'ailleurs que de ses succès précédents, ne se trouve pas dans l'individu lui-même : tant que le camp de la révolution et celui de la contre-révolution n'ont pas encore mesuré leurs forces dans la lutte, le bonapartisme ne peut être stable. De plus, la terrible crise industrielle et agricole, qui est suspendue au-dessus du pays comme un cauchemar, ne facilite pas l'équilibrisme bonapartiste. Il est vrai qu'à première vue, la passivité du prolétariat aurait dû faciliter considérablement la tâche du « général social ». Mais il n'en alla pas ainsi : c'est précisément cette passivité qui défait le cercle de peur qui soudait les classes possédantes, et permit aux antagonismes qui les déchirent, d'éclater au grand jour.

Au point de vue économique, l'agriculture allemande mène une existence parasitaire : c'est un boulet pesant aux pieds de l'industrie. Mais la base sociale réduite de la bourgeoisie industrielle lui fait une nécessité *politique* de conserver l'agriculture « nationale », c'est-à-dire la classe des junkers et des paysans riches avec toutes les couches qui dépendent d'eux. Le fondateur de cette politique fut Bismarck, qui établit des liens solides entre les propriétaires fonciers et les industriels par des victoires militaires, par l'or des réparations de guerre, par des profits élevés et par la peur du prolétariat. Mais l'époque de Bismarck appartient au passé. L'Allemagne actuelle se fonde non sur des victoires mais sur une défaite. Ce n'est pas la France qui lui paie des réparations mais c'est elle qui en paie à la France. Le capitalisme en décomposition ne lui donne pas de profits et ne lui ouvre aucune perspective. La peur des ouvriers reste l'unique ciment des classes possédantes. Mais le prolétariat allemand, par la faute de sa direction, s'est trouvé paralysé au moment le plus critique, et les antagonismes des classes possédantes éclatèrent publiquement. Malgré la passivité attentiste du camp de la gauche, le général social est tombé sous les coups de la *droite*.

Après cela, les hautes sphères des classes possédantes ont dressé leur bilan gouvernemental ; au passif, la division dans leurs propres rangs ; à l'actif, un feld-maréchal de 85 ans. Qu'y avait-il encore ? Rien à part Hindenburg. Si Schleicher représentait la pure idée du bonapartisme, Hindenburg représente l'idée pure de la propriété. Le général faisait la coquette, refusant de répondre à la question : qu'est-ce qui est préférable, le capitalisme

ou le socialisme ? Hindenburg déclare sans ambages qu'il n'y a rien de mieux qu'un junker de l'Est de l'Elbe sur le trône. La propriété terrienne est la forme de propriété la plus enracinée, la plus pesante et la plus stable. Si, économiquement, la propriété foncière allemande est la femme entretenue de l'industrie, politiquement, c'est précisément Hindenburg qui devait prendre la tête de la lutte contre le peuple.

Ainsi, le régime de l'arbitre supérieur, qui s'élève au-dessus des classes et des partis, a conduit immédiatement à la domination du parti national allemand, à la domination de la clique des possédants les plus cupides et les plus avides. Le gouvernement de Hindenburg marque la quintessence du parasitisme social. Mais c'est précisément pour cette raison que, bien qu'indispensable, il s'est avéré, sous sa forme pure, impossible. Hindenburg a besoin d'une couverture. Aujourd'hui, il ne peut plus se cacher sous le manteau du Kaiser, il lui faut recourir à la chemise brune des nazis. S'il est impossible d'obtenir par le biais de la monarchie la sanction des forces célestes pour la propriété, il ne reste plus qu'à se couvrir de la sanction d'une populace réactionnaire et déchaînée.

En associant Hitler au pouvoir, on poursuivait un double objectif : en premier lieu, rehausser la camarilla des propriétaires par la présence des dirigeants du « mouvement national », en deuxième lieu, mettre à la disposition immédiate des possédants, les forces combattantes du fascisme.

Ce n'est pas d'un cœur léger que la clique dirigeante pactisa avec ces fascistes qui sentent mauvais. Derrière les parvenus déchaînés, il y a beaucoup, beaucoup trop de poings : c'est là le côté dangereux des chemises brunes ; mais c'est là aussi leur principal avantage, ou, plus exactement, leur unique avantage. Et c'est cet avantage qui est décisif, car nous vivons une époque telle aujourd'hui, que la défense de la propriété ne peut être assurée qu'à coups de poings. On ne peut pas se passer des nationaux-socialistes. Mais il est tout aussi impossible de leur transmettre le pouvoir effectif : la menace venant du prolétariat n'est pas actuellement si grave, que les sphères dirigeantes puissent provoquer consciemment une guerre civile dont l'issue est hasardeuse. A cette nouvelle étape du développement de la crise sociale en Allemagne répond une nouvelle combinaison gouvernementale, dans laquelle les postes militaires et économiques sont aux mains des messieurs, et où les plébéiens se sont vu attribuer des postes décoratifs ou secondaires. La fonction officieuse, mais d'autant plus effective, des ministres fascistes est d'intimider la révolution. Cependant, les fascistes doivent procéder à l'écrasement et à l'extermination de l'avant-garde prolétarienne seulement dans les limites fixées par les représentants des propriétaires fonciers et des industriels. Tel est le plan. Reste à voir comment se déroulera son exécution.

Le gouvernement Hindenburg-Hitler recèle un ensemble complexe de contradictions : entre les représentants traditionnels des propriétaires fonciers d'une part, les représentants patentés du grand capital, de l'autre ; entre les uns et les autres, d'une part, les oracles de la petite bourgeoisie réactionnaire, de l'autre. La combinaison est extrêmement instable. Elle ne se maintiendra pas longtemps sous sa forme actuelle. Qu'est-ce qui prendrait sa relève, si elle tombait ? Comme les instruments principaux du pouvoir ne sont pas dans les mains d'Hitler, et comme il a suffisamment démontré qu'en plus de sa haine pour le prolétariat, il avait une peur organique des classes possédantes et de leurs institutions, il n'est pas totalement exclu que les hautes sphères de la société, en cas de rupture avec les nazis, essaient une nouvelle fois de reculer sur la voie présidentielle bonapartiste. Cependant, la probabilité d'une telle variante, qui n'aurait tout au plus qu'un caractère épisodique, est extrêmement insignifiante. Le développement futur de la crise dans le sens du fascisme est infiniment plus probable. Hitler chancelier signifie un défi tellement direct

et ouvert à l'adresse de la classe ouvrière, qu'une réaction de masse, ou, dans le pire des cas, une série de réactions isolées, est absolument inévitable. Et cela suffit pour que les fascistes s'emparent des premières places, écartant leurs trop pesants mentors. A une seule condition : que les fascistes eux-mêmes tiennent bon.

L'arrivée d'Hitler au pouvoir est, sans aucun doute, un coup terrible pour la classe ouvrière. Mais ce n'est pas encore une défaite définitive et irrémédiable. L'ennemi que l'on pouvait abattre, quand il cherchait encore à se hisser au pouvoir, occupe aujourd'hui toute une série de postes de commande. C'est pour lui un avantage considérable, mais il n'y a pas encore eu de bataille. L'occupation de positions avantageuses n'est pas en soi décisive, c'est la force vivante qui tranche.

La Reichswehr et la police, les Casques d'acier, les troupes de choc des nazis, constituent trois armées indépendantes au service des classes possédantes. Mais d'après le sens même de l'actuelle combinaison gouvernementale, ces armées ne sont pas réunies dans les mêmes mains. La Reichswehr, sans parler des Casques d'acier, n'est pas dans les mains d'Hitler. Ses propres forces armées constituent une grandeur problématique, qui demande encore seulement à être mise à l'épreuve. Ses millions d'hommes en réserve sont une poussière humaine. Pour s'emparer de la totalité du pouvoir, Hitler doit provoquer un semblant de guerre civile (la véritable guerre civile, il en a lui-même peur). Ses solides collègues du ministère, qui disposent de la Reichswehr et des Casques d'acier, préféreraient étouffer le prolétariat par des moyens » pacifiques « . Ils sont beaucoup moins enclins à provoquer une petite guerre civile, par peur d'une grande. Du gouvernement qui a à sa tête un chancelier fasciste, à la victoire complète du fascisme, il y a encore pas mal de chemin. Cela signifie que le camp de la révolution dispose encore d'un certain laps de temps. Combien ? Il est impossible de l'évaluer à l'avance. On ne peut le mesurer que dans les combats.

Le camp du prolétariat

Quand le Parti communiste officiel déclare que la social-démocratie est le support le plus important de la domination bourgeoise, il ne fait que répéter l'idée qui était la position de départ, au moment de l'organisation de la IIIe Internationale. La social-démocratie vote pour le régime capitaliste, quand la bourgeoisie l'associe au pouvoir. La social-démocratie tolère n'importe quel gouvernement bourgeois, qui tolère la social-démocratie. Même complètement écartée du pouvoir, la social-démocratie continue à soutenir la société bourgeoise, en recommandant aux ouvriers de ménager leurs forces pour des combats, auxquels elle n'est jamais prête à appeler. En paralysant l'énergie révolutionnaire du prolétariat, la social-démocratie donne la possibilité à la société bourgeoise de vivre, alors qu'elle n'a déjà plus la force de vivre, et fait par là même du fascisme une nécessité politique. L'appel d'Hitler au pouvoir émane du feld-maréchal des Hohenzollern, élu grâce aux voix des ouvriers sociaux-démocrates ! La chaîne politique qui mène de Wels à Hitler, a un caractère personnel tout à fait évident. Il ne peut y avoir deux opinions différentes à ce sujet entre les marxistes. Mais le problème n'est pas d'interpréter la situation politique, mais de la transformer de manière révolutionnaire.

La faute de la bureaucratie stalinienne n'est pas d'être » intransigente » vis-à-vis de la social-démocratie ; elle fient à ce que son intransigeance est politiquement impuissante. Parce que le bolchevisme, sous la direction de Lénine, a vaincu en Russie, la bureaucratie

stalinienne en tire » l'obligation » pour le prolétariat allemand de se rassembler autour de [Thälmann](#). Son ultimatum dit en substance : tant que les ouvriers allemands ne reconnaîtront pas la direction communiste, à l'avance, à priori et inconditionnellement, ils n'oseront même pas penser à des combats sérieux. Les staliens s'expriment autrement. Mais toutes leurs réserves, leurs restrictions, leurs ruses oratoires ne changent rien au caractère fondamental de l'ultimatisme bureaucratique, qui aida la social-démocratie à livrer l'Allemagne à Hitler.

L'histoire de la classe ouvrière allemande depuis 1914, est la page la plus tragique de l'histoire contemporaine. Quelles trahisons stupéfiantes de la part de son parti historique, la social-démocratie, et quelle inexpérience et quelle impuissance de la part de son aile révolutionnaire ! Mais il n'est pas besoin de remonter si loin en arrière. Pendant les deux ou trois années d'avance fasciste, la politique de la bureaucratie stalinienne n'a pas été autre chose qu'une suite de crimes qui ont littéralement sauvé le réformisme et préparé par là même le succès ultérieur du fascisme. Aujourd'hui, alors que l'ennemi occupe déjà des postes de commandement importants, une question se pose inévitablement : n'est-il pas trop tard pour appeler à un regroupement des forces en vue de la résistance ? Mais alors surgit une question préalable : que signifie dans le cas présent » trop tard » ? Faut-il comprendre que même le tournant le plus audacieux sur la voie de la politique révolutionnaire ne peut déjà plus changer radicalement le rapport des forces ? Ou cela signifie-t-il simplement qu'il n'y a aucune possibilité ni espoir d'obtenir le tournant indispensable ? Ce sont là deux questions distinctes.

Nous avons déjà répondu ci-dessus à la première quant au fond. Même dans les conditions les plus favorables pour Hitler, il aurait besoin de longs mois – et quels mois critiques ! – pour établir la domination du fascisme. Si l'on prend en considération la gravité de la situation économique et politique, le caractère redoutable du danger imminent, la terrible inquiétude du prolétariat, sa multitude, son acharnement, la présence en son sein d'éléments combattifs et expérimentés, la capacité incomparable des ouvriers allemands à l'organisation et à la discipline, la réponse est claire : pendant les mois qui sont nécessaires aux fascistes pour écarter les obstacles intérieurs et extérieurs, et consolider leur dictature, le prolétariat, s'il a une direction juste, aurait le temps d'accéder deux ou trois fois au pouvoir.

Il y a deux ans et demi, l'opposition de gauche proposait instamment que toutes les instances et les organisations du Parti communiste, du Comité central à la petite cellule provinciale, adressent rapidement aux organisations parallèles sociales-démocrates et syndicales, une proposition concrète d'actions communes contre la liquidation imminente de la démocratie prolétarienne. Si la lutte contre les nazis s'était développée sur cette base, Hitler ne serait pas aujourd'hui chancelier, et le Parti communiste aurait un rôle dirigeant dans la classe ouvrière. Mais ce qui est fait est fait. Les résultats des erreurs accomplies ont eu le temps de se transformer en réalités politiques et sont aujourd'hui un élément de la situation objective. Il faut la prendre comme elle est. Elle est bien pire qu'elle ne pourrait être. Mais elle n'est pas désespérée. Un tournant politique mais efficace, audacieux, déclaré, réfléchi peut sauver entièrement la situation et ouvrir la voie menant à la victoire.

Hitler a besoin de temps. La reprise du commerce et de l'industrie, si elle devenait une réalité, ne signifierait pas encore un renforcement du fascisme au détriment du prolétariat. A la moindre amélioration de la conjoncture, le capital, affamé de profits, ressentira vivement le besoin de calme dans les usines, et cela changera immédiatement le rapport des forces en faveur des ouvriers. Pour que la lutte économique se fonde dès les premiers

pas dans la lutte politique, il faut que les communistes soient à leurs places, c'est-à-dire dans les usines et les syndicats. Les chefs sociaux-démocrates ont déclaré qu'ils souhaitent un rapprochement avec les ouvriers communistes. Que les 300 000 ouvriers, qui adhèrent à la RGO¹, prennent au mot les réformistes et fassent à l'ADGB² la proposition suivante : » *Nous adhérons immédiatement, en tant que fraction, aux syndicats libres.* » A elle seule, cette initiative provoquera une modification de l'état d'esprit des ouvriers, et, par conséquent de toute la situation politique.

Mais ce tournant est-il réellement possible ? C'est actuellement toute la question. Les vulgarisateurs de Marx, enclins au fatalisme, ne voient rien d'autre habituellement dans l'arène politique, que des causes objectives. Cependant, plus la lutte de classes devient aiguë, plus elle s'approche du dénouement, et plus elle confie fréquemment la clé de toute la situation à un parti déterminé et à sa direction. Actuellement, la question est la suivante : si la bureaucratie stalinienne a naguère persévéré dans la voie de l'ultimatisme obtus, malgré une pression de dix atmosphères politiques, sera-t-elle capable de s'opposer à une pression de cent atmosphères ?

Mais peut-être que les masses s'en mêleront, après avoir renversé les barrières, dressées par l'appareil, à l'instar de ce qui s'était passé à Berlin, où une grève des transports municipaux éclata en novembre 1923. Evidemment, un mouvement spontané des masses n'est pas totalement exclu. Mais pour être efficace, il doit, cette fois-ci, avoir une ampleur cent à deux cents fois supérieure à celle de la grève de Berlin. Le prolétariat allemand est assez puissant pour développer un tel mouvement, malgré les obstacles qui peuvent venir du sommet. Mais les mouvements spontanés s'appellent ainsi, précisément parce qu'ils surgissent en dehors de la direction. La question est de savoir ce que doit faire le parti, pour donner une impulsion au mouvement des masses, pour l'aider à se développer, pour en prendre la tête et lui assurer la victoire...

Les télégrammes d'aujourd'hui ont apporté la nouvelle qu'une grève générale a éclaté à Lübeck, en riposte à l'arrestation d'un fonctionnaire social-démocrate. Ce fait, s'il est vérifié, ne réhabilite nullement la bureaucratie sociale-démocrate. Mais il condamne irrévocablement les staliniens et leur théorie du social-fascisme. Seuls le développement et l'aggravation de l'antagonisme entre les nationaux-socialistes et les sociaux-démocrates peuvent, après toutes les erreurs commises, faire sortir les communistes de leur isolement et frayer un chemin à la révolution. Ce processus, impliqué dans la logique même des rapports, il ne faut pas le contrecarrer, mais l'aider. Pour cela, il faut une politique audacieuse de front unique.

Les élections de mars, auxquelles se raccroche la social-démocratie pour paralyser l'énergie des ouvriers, ne résoudront, évidemment, rien. S'il ne se produit pas d'ici les élections des événements importants qui déplaceront la question sur un autre terrain, le Parti communiste verra ses voix augmenter automatiquement. Cette augmentation sera infiniment plus grande, si le Parti communiste prend dès aujourd'hui l'initiative d'un front unique de *défense* ! Oui, c'est de *défense* qu'il s'agit aujourd'hui, Mais le Parti communiste est perdu, si, à la suite de la social-démocratie, bien qu'en termes différents, il transforme l'agitation électorale en un battage purement parlementaire, en un moyen de détourner l'attention des masses de leur impuissance actuelle et de la préparation de la lutte, Une politique audacieuse de front unique est aujourd'hui la seule base correcte, même pour la campagne électorale.

Encore une fois : le Parti communiste a-t-il suffisamment de forces pour effectuer ce tournant ? Les ouvriers communistes ont-ils assez d'énergie et d'initiative pour aider la

pression de cent atmosphères à se frayer un chemin dans les crânes de bureaucrates? Si pénible que ce soit à admettre, c'est ainsi que se pose aujourd'hui la question.

Les lignes précédentes étaient déjà écrites, lorsque nous avons appris dans les journaux allemands, avec un retard inévitable, que Moscou avait enfin envoyé un signal d'alarme au Comité central du Parti communiste allemand : l'heure d'un accord avec la social-démocratie a sonné. Je n'ai pas encore eu de confirmation de cette nouvelle, mais elle est conforme à la vérité : la bureaucratie stalinienne ne commande un tournant qu'après que les événements aient durement frappé la classe ouvrière (en URSS, en Chine, en Angleterre, en Allemagne). Ce n'est qu'après que le chancelier fasciste eut braqué ses mitrailleuses sur la tempe du prolétariat enchaîné, qu'au Présidium de l'Internationale communiste on a trouvé la solution : l'heure est venue de défaire les liens.

Il va sans dire que l'opposition de gauche se placera sur le terrain de cet aveu tardif et s'efforcera d'en tirer le maximum pour la victoire du prolétariat. Mais, malgré cela, elle n'oubliera pas un seul instant que le tournant de l'Internationale communiste est un zigzag purement empirique, accompli dans un moment de panique. Les gens qui assimilent la social-démocratie au fascisme, sont capables, au cours de la lutte contre le fascisme, de passer à une idéalisation de la social-démocratie. Il faut veiller, d'un œil vigilant, à ce que soit sauvegardée la complète indépendance politique du communisme : les organisations frapperont ensemble, mais ne mêleront pas leurs drapeaux ; il faut faire preuve d'une totale loyauté envers l'allié, mais le surveiller comme l'adversaire de demain.

Si la fraction opère effectivement le revirement qui lui est dicté par toute la situation, l'opposition de gauche occupera sa place dans le combat commun. La confiance des masses dans ce tournant sera d'autant plus grande qu'il se fera de façon plus démocratique. Un discours de Thälmann ou un manifeste du Comité central ne suffira pas, vu l'ampleur actuelle des événements. Il faut la voix du parti. Il faut un congrès du parti. Il n'y a pas d'autre moyen de redonner confiance au parti et de renforcer la confiance des ouvriers dans le parti ! Le congrès doit se réunir dans deux ou trois semaines, pas plus tard que l'ouverture du Reichstag (à supposer que le Reichstag soit ouvert en général).

Le programme d'action est clair et simple :

- **Proposition immédiate aux organisations sociales-démocrates, du sommet à la base, du front unique de défense ;**
- **Proposition immédiate à l'ADGB d'intégrer le RGO dans les syndicats ;**
- **Préparation immédiate d'un congrès extraordinaire du parti.**

Il en va du sort de la classe ouvrière allemande, du sort de l'Internationale communiste et - ne l'oublions pas - du sort de la République des Soviets !

Prinkipo, 5 janvier 1933. Texte publié sous le titre « Devant la décision ».

P.S. - Quels sont les plans possibles du gouvernement Hitler-Hindenburg dans la perspective des élections au Reichstag ? Il est absolument évident que le gouvernement actuel ne peut admettre un Reichstag, dont la majorité lui soit hostile. C'est pourquoi, la

campagne électorale et les élections doivent conduire, d'une manière ou d'une autre, à un dénouement. Le gouvernement comprend, que même sa victoire complète aux élections – c'est-à-dire s'il dispose au parlement de 51 % des mandats – non seulement ne signifiera pas un règlement pacifique de la crise, mais, au contraire, pourra apparaître comme le signal d'un mouvement décisif contre le fascisme. Voilà pourquoi le gouvernement ne peut pas ne pas se préparer à des actions décidées pour le moment où les résultats des élections seront connus.

La mobilisation préventive des forces nécessaires à cela n'en trouvera pas moins une application, si les partis gouvernementaux se retrouvent en minorité et doivent, par conséquent, abandonner définitivement le terrain de la légalité de Weimar. C'est ainsi que dans les deux cas, qu'il s'agisse d'une défaite parlementaire du gouvernement (moins de 50 %) ou d'une victoire (plus de 50 %), il faut s'attendre à ce que les nouvelles élections soient le point de départ d'une lutte décisive.

Une troisième variante n'est pas exclue : sous couvert de la préparation des élections, les nationaux-socialistes effectuent un coup d'Etat, sans attendre les élections. Une action de ce genre semblerait la plus juste du point de vue tactique, si l'on se place du point de vue des nazis. Mais, étant donné le caractère petit-bourgeois de ce parti, son incapacité à prendre l'initiative d'une action indépendante et sa dépendance vis-à-vis d'alliés méfiants, on peut en déduire qu'il est peu probable qu'Hitler se décide à une telle action. La supposition qu'un coup d'Etat de ce type soit conçu par Hitler conjointement avec ses alliés, est très peu vraisemblable, car les élections ont une deuxième fonction, qui est de modifier la répartition des sièges gouvernementaux entre les alliés.

Toutefois, au niveau de l'agitation, il est indispensable d'avancer cette troisième éventualité. Si les passions s'échauffent trop pendant la période préélectorale, un coup d'Etat pourrait devenir une nécessité pour le gouvernement, même si aujourd'hui, ses plans ne vont pas aussi loin.

En tout cas, il est parfaitement clair que le prolétariat doit, dans ses calculs tactiques, raisonner à court terme. Il va sans dire que ni une majorité gouvernementale au Reichstag, ni la dissolution du nouveau Reichstag pour une durée indéterminée, ni un coup d'Etat fasciste avant les élections ne trancheront définitivement la question en faveur du fascisme. Mais chacune de ces trois variantes marquerait une nouvelle étape très importante dans la lutte entre la révolution et la contre-révolution.

La tâche de l'opposition de gauche pendant la campagne électorale, est d'offrir aux ouvriers une analyse des trois variantes possibles, dans la perspective générale d'une lutte à mort inévitable du prolétariat contre le fascisme. En formulant ainsi la question, on donnera le caractère concret nécessaire à l'agitation pour la politique de front unique.

Le parti proclamait à chaque instant : *» Le prolétariat se trouve dans une période d'offensive grandissante.* » A cela le SAP répond : *» Non, le prolétariat est sur la défensive, nous l'invitons seulement à passer à l'offensive.* » L'une et l'autre formule montrent que ces individus ne comprennent pas ce que sont l'offensive et la défensive, c'est-à-dire l'attaque et la défense. En fait, le malheur veut que le prolétariat ne soit pas sur la défensive, mais dans une période de reflux qui, demain, peut se transformer en une fuite panique. Nous appelons le prolétariat non à l'offensive, mais à une *défense active*. C'est précisément ce caractère défensif des actions (défense des organisations prolétariennes, des journaux, des réunions, etc.) qui doit être le point de départ du front unique en direction de la social-démocratie. Sauter à pieds joints par-dessus le mot d'ordre de

défense active, c'est se griser de phrases creuses. Évidemment, en cas de succès, la défense active cédera la place à l'offensive. Mais ce sera l'étape suivante, pour y arriver, il faut passer par le front unique sous le signe de la défense.

Pour faire apparaître plus clairement la signification historique des décisions et des actions du parti dans les jours et les semaines qui viennent, il faut, à mon avis, poser le problème devant les communistes sans la moindre concession, au contraire, dans toute son âpreté : le refus par le parti du front unique, le refus de créer des comités locaux de défense, c'est-à-dire les Soviets de demain, est la preuve de la capitulation du parti devant le fascisme, c'est-à-dire un crime historique, équivalent à la liquidation du parti et de l'Internationale communiste. Si une telle catastrophe se produit, le prolétariat passera par-dessus des montagnes de cadavres, à travers des années de souffrances et de malheurs infinis, pour arriver à la Quatrième Internationale.

références

références

↑**1** Opposition syndicale rouge, organisée par le KPD.

↑**2** *Allgemeiner Deutscher Gewerkschaftsbund* (Confédération générale des Syndicats allemands) [1919-1933].